



## Conseil économique et social

Distr.: Limitée  
13 mars 2008  
Français  
Original: Anglais

### Commission des stupéfiants

#### Cinquante et unième session

Vienne, 10-14 mars 2008

### Projet de rapport

*Rapporteur:* Nicola **Rosenblum** (Australie)

#### Additif

### **Débat thématique sur la suite donnée à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale: vue d'ensemble et progrès accomplis par les gouvernements dans la réalisation des buts et objectifs pour les années 2003 et 2008 énoncés dans la Déclaration politique adoptée par l'Assemblée à sa vingtième session extraordinaire**

1. De ses 1288<sup>e</sup> à 1291<sup>e</sup> séances, les 11 et 12 mars, la Commission a examiné le point 3 de l'ordre du jour intitulé "Débat thématique sur la suite donnée à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale: vue d'ensemble et progrès accomplis par les gouvernements dans la réalisation des buts et objectifs pour les années 2003 et 2008 énoncés dans la Déclaration politique adoptée par l'Assemblée à sa vingtième session extraordinaire".

2. Pour l'examen de cette question, la Commission était saisie des documents suivants:

a) Cinquième rapport du Directeur exécutif sur le problème mondial de la drogue (E/CN.7/2008/2 et Add. 1 à 6);

b) Rapport du Directeur exécutif sur la collecte et l'exploitation de données et de connaissances complémentaires liées aux drogues à l'appui de l'évaluation globale, par les États Membres, de l'application des déclarations et mesures adoptées par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire (E/CN.7/2008/8).



3. Le Président de la Commission a ouvert le débat thématique. Comme la Commission en était convenue, le débat thématique a été divisé en trois thèmes subsidiaires, au titre desquels les sujets suivants ont été examinés:

a) La responsabilité partagée: fondement d'une approche intégrée, équilibrée et durable de la lutte contre la drogue au moyen de politiques nationales et internationales:

- i) Stratégies de lutte contre la drogue;
- ii) Intégration des initiatives en matière sanitaire, sociale et répressive dans les politiques nationales antidrogue;
- iii) Collecte de données efficace;

b) Réduction de la demande de drogues:

- i) Prévention de l'abus de drogues;
- ii) Tendances de la consommation de drogues illicites;
- iii) Traitement et réadaptation des toxicomanes;
- iv) Réduction des conséquences sociales et sanitaires de l'abus de drogues;
- v) Examen des informations supplémentaires fournies par les organisations intergouvernementales, internationales et régionales concernées sur les aspects de la réduction de la demande traités dans les plans d'action adoptés à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale;

vi) Progrès accomplis et domaines nécessitant des efforts supplémentaires;

c) Lutte contre l'offre de drogues illicites:

- i) Tendances de la production, de la fabrication, du trafic et de l'offre illicites de stupéfiants, de stimulants de type amphétamine et de leurs précurseurs;
- ii) Contrôle des précurseurs;
- iii) Coopération judiciaire;
- iv) Lutte contre le blanchiment d'argent;
- v) Trafic de drogues par Internet;
- vi) Réduction de l'offre de drogues grâce au développement alternatif et au développement alternatif préventif;
- vii) Examen du Plan d'action sur la coopération internationale pour l'élimination des cultures illicites destinées à la production de drogues et activités de substitution, adopté par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire.

## Délibérations

### **Thème subsidiaire a). La responsabilité partagée: fondement d'une approche intégrée, équilibrée et durable de la lutte contre la drogue au moyen de politiques nationales et internationales**

4. Le Directeur de la Division des traités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a présenté le thème subsidiaire a) "La responsabilité partagée: fondement d'une approche intégrée, équilibrée et durable de la lutte contre la drogue au moyen de politiques nationales et internationales". Des déclarations ont été faites par les représentants de la Colombie, de l'Allemagne, de la République islamique d'Iran, du Japon, du Maroc, du Pérou, de la Turquie, des Émirats arabes unis, des États-Unis d'Amérique et de la République bolivarienne du Venezuela.
5. Une déclaration a également été faite par l'observateur de la Nouvelle-Zélande.
6. L'observateur du Comité de Vienne des ONG sur les stupéfiants a aussi pris la parole.
7. Plusieurs orateurs ont souligné qu'il importait de mettre à profit l'année suivant la cinquante et unième session de la Commission pour déterminer les domaines qui devraient être étudiés plus avant au-delà de 2009. Les États Membres ont été encouragés à envisager de nouvelles approches pouvant servir à s'attaquer au problème mondial de la drogue de façon globale et concertée.
8. Quelques intervenants se sont dits préoccupés par le fait que quelques aspects du contrôle des drogues avaient retenu une attention plus grande que d'autres depuis la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue. Plusieurs orateurs ont insisté sur l'importance d'une approche équilibrée de la réduction de l'offre et de la réduction de la demande. Le succès des mesures de réduction de l'offre dans les régions productrices de drogues avait été compromis par la demande continue de drogues dans toutes les régions du monde. Tous les États Membres ont été encouragés à s'engager à fond dans la lutte contre le problème mondial des drogues.
9. On s'est intéressé à l'amélioration des mécanismes internationaux de collecte de données existants, notamment à la restructuration éventuelle des processus de collecte d'informations au moyen du questionnaire destiné aux rapports biennaux et du questionnaire destiné aux rapports annuels. Certains représentants ont fait des suggestions spécifiques à ce propos. Des orateurs ont noté que les stratégies internationales en matière de drogues ne pouvaient être efficaces que s'il existait des données fiables permettant d'évaluer exactement les progrès de la lutte contre le problème mondial de la drogue. Tous les États Membres ont été encouragés à communiquer à la Commission, dans la mesure de leurs capacités, les informations nécessaires.
10. Un certain nombre d'orateurs ont appelé l'attention sur les succès obtenus depuis la vingtième session extraordinaire dans la mise au point de stratégies de surveillance nationales. Ces intervenants ont souligné la nécessité de pérenniser ces succès et de renforcer les systèmes nationaux d'information. La communauté internationale devrait aider les États Membres qui n'ont pas les moyens de collecter, d'analyser et de diffuser des données en élaborant les outils nécessaires.

11. Des orateurs ont également évoqué la nécessité d'incorporer dans le processus d'examen les données fiables fournies par des sources complémentaires, notamment des organisations sous-régionales et régionales.

12. De nombreux orateurs se sont félicités que les États aient, depuis la vingtième session extraordinaire, intensifié leur coopération et ont recommandé que cette coopération soit étendue et approfondie après 2009. Les orateurs ont en particulier débattu de l'importance de partager les enseignements tirés des expériences nationales par l'échange des meilleures pratiques et des solutions éprouvées.

13. Plusieurs États Membres ont souligné l'importance d'une approche multipartite au niveau national qui entraîne la prise en compte des services de détection et de répression, des secteurs législatif, sanitaire et social, ainsi que de la société civile et des organisations non gouvernementales, dans les stratégies nationales. L'ONUDC a été prié de faciliter la coordination entre les parties prenantes à l'échelle internationale.

#### **Thème subsidiaire b). Réduction de la demande de drogues**

14. Le Directeur de la Division des opérations de l'ONUDC a présenté le thème subsidiaire b) "Réduction de la demande". Le Chef de la Section des défis mondiaux de l'ONUDC a fait un exposé sur les principaux aspects de la réduction de la demande. Des déclarations ont été faites par les représentants de l'Allemagne, du Maroc, de l'Argentine, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Uruguay, de la République de Corée, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan et des États-Unis d'Amérique.

15. L'observateur de la Nouvelle-Zélande a aussi pris la parole.

16. Des déclarations ont aussi été faites par les observateurs de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues, du Plan de Colombo pour la coopération économique et sociale en Asie et dans le Pacifique, de la Ligue des États arabes, de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), du Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies, de l'Association internationale de réduction des risques et du Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme et des toxicomanies au nom du Comité de Vienne des ONG sur les stupéfiants.

17. Dans un exposé, le Secrétariat a traité le niveau d'exécution des activités de réduction de la demande, les preuves scientifiques de l'efficacité des différentes approches utilisées et du rapport coût/efficacité des investissements dans la prévention, le traitement et la réduction des conséquences néfastes de l'abus de drogues pour la santé et la société. Selon cet exposé, il fallait une approche globale de la réduction de la demande qui prenne en considération la répartition inégale des ressources consacrées à la réduction de la demande et la stigmatisation des toxicomanes. L'exposé traitait aussi de la nécessité de se concentrer sur la réduction des souffrances humaines, ce qui était l'un des principaux objectifs des conventions internationales relatives au contrôle des drogues.

18. Plusieurs intervenants ont souligné l'importance de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale tenue en 1998 ainsi que de la Déclaration

sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues adoptée à cette session extraordinaire. Ils ont aussi jugé essentiel d'utiliser les enseignements tirés de la période suivant la vingtième session extraordinaire en vue d'encourager et de faciliter encore l'identification, la mise en commun ainsi que l'adoption de meilleures pratiques par les États Membres. Certains orateurs ont souligné en outre qu'il fallait mettre à profit les travaux déjà accomplis pour poursuivre et étendre les activités de réduction de la demande. Il a été noté qu'avant 1998, la réduction de la demande avait été considérée comme une question controversée. Depuis lors, elle occupait une place importante dans le programme international du contrôle des drogues. Plusieurs orateurs ont estimé que la réaction favorable des États Membres à la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues en avait constitué un legs important de la vingtième session extraordinaire.

19. Plusieurs orateurs se sont accordés pour estimer que, d'après les informations disponibles, les progrès accomplis depuis 1998 dans l'action de réduction de la demande avaient été modestes. Il a en outre été noté que, même si le nombre et la portée des interventions avaient progressé, le niveau d'application dans des domaines clefs n'était pas encore suffisant pour obtenir des résultats notables et mesurables en matière de réduction de la demande de drogues.

20. De nombreux orateurs ont toutefois admis que des stratégies durables et à long terme de réduction de la demande pouvaient atténuer le problème de la drogue, bien que le manque de ressources financières, technologiques et humaines fût un obstacle à l'expansion des programmes et initiatives de réduction de la demande, tel qu'il était toujours difficile d'assigner à la réduction de la demande un rang élevé de priorités dans les programmes nationaux. Plusieurs délégations et orateurs ont souligné qu'une approche équilibrée en matière de contrôle des drogues obligeait à renforcer les mesures de réduction de la demande sans négliger la réduction de l'offre et l'action de détection et de répression.

21. Certains intervenants ont souligné qu'il était important d'investir dans la recherche pour la réduction de la demande et nécessaire d'en diffuser les résultats pour qu'ils soient utilisés dans l'élaboration de programmes et initiatives.

22. En outre, étant donné la complexité du phénomène de l'abus de drogues, il a été jugé important d'adopter une approche multisectorielle et multidisciplinaire. Le succès des initiatives de réduction de la demande dépendait aussi de la mobilisation de la société civile que l'on pouvait assurer en encourageant la participation et la collaboration actives des organisations non gouvernementales. À cet égard, de nombreux représentants et orateurs se sont déclarés satisfaits des activités préparatoires du Forum mondial "Au-delà de 2008" qui, organisé par le Comité de Vienne des ONG sur les stupéfiants, devrait se tenir en juillet 2008.

23. Évoquant les enseignements tirés aux niveaux national et international ces 10 dernières années, plusieurs intervenants ont indiqué qu'il fallait un ensemble de pratiques décrivant une approche complète de la réduction de la demande de drogues qui visait tout d'abord à prévenir l'abus de drogues, deuxièmement à faciliter l'accès au traitement et troisièmement à prendre des mesures efficaces pour réduire les conséquences de l'abus de drogues sur la santé et la société. Diverses activités de réduction de la demande ont été mentionnées par les orateurs comme faisant partie de leur stratégie nationale: le développement des compétences de vie des enfants et des jeunes, l'implication des parents et de la famille, l'offre de

services de traitement accessibles et de qualité, le dépistage et des interventions ponctuelles, le rôle des approches d'inspiration religieuse dans certains contextes culturels, des mesures de substitution à l'emprisonnement pour les auteurs d'infractions liées à la drogue, des traitements de substitution pour la dépendance aux opioïdes et l'offre de services visant à prévenir le VIH/sida et d'autres maladies à diffusion hémotogène.

24. Plusieurs représentants et intervenants ont souligné que les mesures visant à limiter les dommages causés par les drogues étaient essentiels pour des politiques globales de réduction de la demande de drogues. Ils ont souligné que ces mesures, ainsi que l'accès universel aux services de traitement et de prise en charge du VIH/sida, étaient des moyens efficaces de limiter la propagation de l'épidémie de VIH/sida. Il a été toutefois noté que de nombreux pays n'avaient pas fait d'efforts pour prendre de telles mesures et dont certaines n'étaient pas universellement approuvées par les États Membres. Certains représentants se sont déclarés satisfaits du document de travail intitulé "Reducing the adverse health and social consequences of drug abuse: a comprehensive approach", récemment publié par l'ONUDC.

25. Plusieurs représentants ont demandé que, dans le cadre des efforts de contrôle des drogues, le respect des droits de l'homme soit considéré comme prioritaire et fasse l'objet d'engagements explicites. Ils ont indiqué que les toxicomanes ne devaient pas être stigmatisés et qu'ils pouvaient se prévaloir des droits de l'homme énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>1</sup> adoptée par l'Assemblée générale. Ils ont fait valoir qu'une approche tenant compte des droits était le meilleur moyen de prévenir le VIH/sida. Les États ont été invités à respecter et à promouvoir pleinement ces droits fondamentaux. La nécessité de suivre et d'évaluer la situation des droits de l'homme a été mentionnée comme un moyen permettant de prévenir d'éventuels actes criminels associés à des infractions liées à la drogue.

26. Certains représentants se sont déclarés inquiets de la distinction faite entre pays producteurs et pays consommateurs dans les réponses au problème de la drogue. Cette distinction a été considérée comme incompatible avec une approche équilibrée qui envisageait la demande et la production dans le même contexte et reliait la production à la demande dans tous les pays.

27. Plusieurs représentants ont souligné qu'il fallait élaborer de meilleurs systèmes et outils de suivi eu égard aux enseignements tirés du processus d'information par les questionnaires destinés aux rapports biennaux. Ils ont insisté sur l'importance de mécanismes qui permettaient le suivi et l'évaluation de la qualité, de l'impact et de la portée des initiatives de réduction de la demande et qui constituaient une instance de normalisation et d'harmonisation des méthodes, des concepts et des outils de collecte de données. Certains intervenants ont rappelé qu'il importait de travailler en coopération étroite avec les organismes nationaux, régionaux et internationaux en vue de réduire la charge que la collecte d'informations impose aux États Membres et de faire le meilleur usage des ressources.

---

<sup>1</sup> Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

### **Thème subsidiaire c). La lutte contre l'offre illicite de drogues**

28. Le Chef du Groupe de la lutte contre la criminalité organisée et de la répression de l'ONUDC a présenté le thème subsidiaire c) "La lutte contre l'offre illicite de drogues". Un conseiller du Groupe de la lutte contre le blanchiment d'argent de l'ONUDC a présenté le sujet iv) relevant du thème subsidiaire. Le Chef du Groupe de la lutte contre la criminalité organisée et de la répression a engagé la discussion sur les sujets i), ii) et v) relevant du thème subsidiaire. Le Chef de la Section de la criminalité organisée et de la justice pénale a engagé la discussion sur le sujet iii) relevant du thème subsidiaire. L'Administrateur chargé de la Division de l'analyse des politiques et des relations publiques a fait un autre exposé liminaire sur le sujet i) relevant du thème subsidiaire sur ces sujets. Le Chef du Groupe des moyens de subsistance durables a présenté les sujets vi) et vii) relevant de ce thème subsidiaire.

29. Des déclarations ont été faites par les représentants du Tadjikistan, du Nigéria, de l'Argentine, du Mexique, de l'Australie, des États-Unis, du Pérou, de l'Arabie saoudite, du Japon, de la Thaïlande, de l'Iran (République islamique d'), de la République de Corée, des Émirats arabes unis, du Canada, de la Colombie, de la Chine et du Venezuela (République bolivarienne du). Des déclarations ont aussi été faites par les observateurs du Bélarus, du Kazakhstan, de l'Afghanistan, du Honduras, de l'Indonésie, du Togo, de l'Équateur, de l'Algérie et du Liban. Une déclaration a également été faite par l'observateur de la Palestine. Des déclarations ont été faites par les observateurs de la Commission européenne et de l'Office européen de police.

30. Les orateurs qui se sont exprimés sur ce thème subsidiaire ont présenté les mesures que leurs pays avaient prises pour se mettre en conformité avec les normes internationales de lutte contre le blanchiment d'argent: adoption d'une législation complète incriminant le blanchiment d'argent et mise en place de mesures préventives complètes pour les institutions financières et les autres entités exposées au blanchiment d'argent. Certains orateurs ont souligné la nécessité de renforcer la coopération au niveau national entre les services de détection et de répression et les autres services participant à la lutte contre le blanchiment d'argent. Ils ont également appelé de leurs vœux une coopération régionale et internationale mieux ciblée pour que les échanges d'informations et de données soient plus efficaces et permettent de poursuivre les actes de blanchiment d'argent et de confisquer le produit du crime.

31. Plusieurs orateurs ont mentionné l'augmentation du trafic de précurseurs par des réseaux impliqués dans la criminalité transnationale organisée et ont appelé à renforcer les mesures de détection et de répression. Un certain nombre d'orateurs ont souligné qu'il importait de faire obstacle au détournement de précurseurs du commerce légitime à un stade précoce grâce à un contrôle efficace de la part des autorités compétentes et à l'établissement de partenariats avec le secteur privé, par exemple avec l'industrie pharmaceutique. Des orateurs ont décrit les nouvelles méthodes et voies de détournement utilisées par les trafiquants, notamment les voies aériennes et maritimes. L'efficacité de la détection et de la répression en matière de drogues reposait sur la capacité des services concernés à se tenir informés de cette évolution constante et sur la tenue régulière d'activités de formation sur les nouvelles tendances et les mesures permettant d'y faire face. Plusieurs orateurs ont relaté la mise en œuvre fructueuse de plans d'action nationaux contre les stupéfiants

allant dans le sens des objectifs fixés par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire et comprenant l'organisation de campagnes d'information et de sensibilisation. Par ailleurs, les orateurs ont souligné l'importance qu'il y avait à inclure des initiatives de réduction de la demande intégrées à une action de prévention dans leurs stratégies nationales de lutte contre les stupéfiants.

32. Les orateurs ont insisté sur la nécessité de la coopération internationale et régionale, notamment entre services de détection et de répression. À cet égard, il fallait renforcer les contrôles aux frontières et la coopération entre les différents pays dans ce domaine. Les orateurs se sont félicités de la mise en œuvre d'initiatives internationales et régionales conjointes telles que le Projet "Prism" et ont réaffirmé leur soutien en leur faveur.

33. On a estimé que l'échange d'informations et la collecte de données et de renseignements étaient indispensables pour prendre toute la mesure du problème mondial de la drogue et mieux appréhender les tendances les plus récentes en matière de trafic de précurseurs. On a recommandé d'améliorer les systèmes de collecte de données et d'utiliser des données tant qualitatives que quantitatives provenant de sources aussi nombreuses que possible.

34. S'agissant de la coopération judiciaire, les orateurs ont évoqué plusieurs démarches engagées par leurs gouvernements respectifs pour appliquer les Mesures visant à promouvoir la coopération judiciaire (résolution S-20/4 C), telles que l'adoption de lois sur l'extradition et l'entraide judiciaire, la conclusion d'accords bilatéraux et multilatéraux, tant au niveau régional qu'au niveau international, la désignation d'autorités nationales compétentes et la coopération avec les services de détection et de répression d'autres pays dans des affaires de drogues données. Plusieurs orateurs ont fait état de mesures adoptées par leurs gouvernements s'agissant de certains aspects de la lutte contre la criminalité organisée (mesures de protection des témoins et adoption de dispositions antiblanchiment, par exemple).

35. Un orateur a mis en avant que les recommandations et mesures visant à promouvoir la coopération judiciaire qui figuraient dans les résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire restaient d'actualité et devaient continuer de guider les efforts des gouvernements dans ce domaine.

36. La plupart des orateurs ont souligné l'importance de certaines mesures pour le succès de la coopération judiciaire et des opérations de détection et de répression. Ces mesures, au nombre desquelles figuraient l'extradition des auteurs d'infractions liées aux drogues, les livraisons surveillées, la coopération dans la lutte contre le trafic illicite par mer, l'échange de renseignements et la coopération entre services de détection et de répression, permettaient d'établir des relations de confiance, en particulier entre pays voisins.

37. Des orateurs ont préconisé le maintien de points de contact effectifs, l'apport de conseils sur la manière de rédiger des demandes pour qu'il y soit donné suite, l'évaluation régulière des procédures et la levée des obstacles à la coopération. Un orateur a proposé que les États Membres définissent pour les livraisons surveillées des conditions précises, qui tiendraient compte également des impératifs de confidentialité et de sécurité.

38. Un certain nombre d'orateurs ont proposé de faire profiter d'autres États Membres de l'expérience de leur pays, tandis que d'autres ont demandé l'assistance



de l'ONUDDC et d'autres États Membres pour réformer le système juridique de leur pays et renforcer ses capacités en matière de détection et de répression. Plusieurs orateurs ont dit combien ils appréciaient l'assistance technique fournie par l'ONUDDC pour la rédaction de textes de loi et l'organisation de séminaires de formation.

39. Plusieurs orateurs ont souligné la nécessité de faire davantage pour endiguer le problème des stimulants de type amphétamine. On observait sur le marché certaines mutations qui laissaient deviner une diversification de la fabrication et du commerce illicites. Le recul du trafic dans certaines régions du monde était compensé par une augmentation dans d'autres. Si le nombre de sites de fabrication était en baisse dans certaines parties du monde, la taille de ces sites augmentait, ce qui était le signe d'une emprise plus forte de la criminalité organisée et du grand banditisme international sur la fabrication de stimulants de type amphétamine. La mondialisation de la fabrication, du trafic et de la consommation de drogues avait estompé progressivement les différences entre pays producteurs et pays consommateurs.

40. Plusieurs orateurs ont noté que, même si plusieurs initiatives et mesures de détection et de répression mises en œuvre aux niveaux national et régional avaient permis d'obtenir des résultats dans la lutte contre la fabrication, la production et la consommation illicites de stimulants de type amphétamine, il fallait faire porter plus encore les efforts sur la coopération en matière de détection et de répression afin de déceler suffisamment tôt les nouvelles tendances de la fabrication et du trafic. Il a été souligné qu'il importait de faire reposer l'action de détection et de répression sur le renseignement. Il était nécessaire de renforcer les capacités pour ce qui était de rechercher et démanteler des laboratoires clandestins, de faire obstacle aux nouvelles méthodes de fabrication et de limiter la disponibilité et le détournement de nouveaux produits chimiques et précurseurs.

41. Certains orateurs ont souligné que les efforts devaient porter sur le renforcement des capacités de surveillance, de détection et de compréhension du problème des stimulants de type amphétamine, sur l'élaboration de mécanismes et de méthodes de surveillance de ces stimulants pour améliorer les estimations, et sur la génération de données de qualité exploitables pour la prise de grandes décisions et la planification stratégique. On a souligné la nécessité d'améliorer et d'uniformiser les méthodes employées pour estimer la prévalence de la consommation de stimulants de type amphétamine.

42. De l'avis général, le développement alternatif avait utilement contribué à traiter le problème des cultures illicites dans une perspective de développement, mais sa portée et les ressources qui y avaient été consacrées avaient été insuffisantes ces 10 dernières années.

43. Des orateurs ont noté l'importance du développement alternatif préventif et présenté des exemples d'initiatives concluantes centrées sur la prévention pour concevoir et mettre en œuvre des projets de développement alternatif et procéder à une évaluation qualitative de leurs incidences socioéconomiques.

44. Il a été noté qu'un État Membre avait obtenu des résultats positifs avec des programmes de développement alternatif complets axés sur la protection environnementale des zones boisées, l'éducation classique et la formation professionnelle, et la mise en place de systèmes de subsistance productifs. En

l'occurrence, l'éradication avait été une condition préalable à l'apport d'une assistance.

45. Des orateurs ont souligné l'urgence qu'il y avait à apporter une assistance immédiate aux agriculteurs qui avaient perdu leurs moyens de subsistance et à leurs familles. Certains orateurs ont souligné les liens existant entre cultures illicites, extrême pauvreté, marginalisation et insécurité.

46. La plupart des orateurs sont convenus que la coopération internationale et l'appui de la communauté internationale aux pays touchés par les cultures illicites qui appliquaient des programmes de développement alternatif devaient être renforcés et conçus pour répondre à des objectifs à long terme, de manière bien planifiée et bien organisée dans le temps. De nombreux orateurs ont insisté sur le fait qu'il importait de continuer d'appuyer les programmes de développement alternatif d'Asie du Sud-Est, qui avaient permis de faire reculer la culture illicite du pavot à opium.

47. Plusieurs orateurs ont mis l'accent sur l'importance de la coopération horizontale par l'échange, dans les régions et entre les régions, de pratiques optimales et d'enseignements tirés de l'expérience. De nombreux intervenants ont souligné la nécessité de renforcer la coopération internationale pour financer, concevoir et mettre en œuvre des programmes de développement alternatif. À cet égard, certains orateurs ont estimé que la coopération transfrontalière était la clef du succès du développement alternatif. Cependant, il importait que l'appui bilatéral et multilatéral soit souple et adaptable et qu'il ne repose pas sur des considérations politiques.

48. Certains orateurs ont expliqué qu'il était important qu'existent dans les pays développés des débouchés sûrs et stables pour les produits issus du développement alternatif et ont souligné qu'il fallait que la coopération internationale permette d'obtenir une assistance technique pour améliorer la qualité des produits et leur valeur ajoutée.

49. L'attention de la Commission a été appelée sur la nécessité de respecter les principes des droits de l'homme lors de la planification et de l'exécution d'interventions de développement alternatif et d'éradication. Certains orateurs ont fait part de leurs préoccupations quant à l'interprétation que l'Organe international de contrôle des stupéfiants faisait de l'utilisation traditionnelle de la feuille de coca dans certaines cultures.

50. Des orateurs ont insisté sur le fait qu'il importait de poursuivre sur le long terme l'appui au développement apporté à l'Afghanistan, afin de favoriser l'installation d'un développement durable et d'éviter une résurgence de la culture du pavot à opium dans les provinces qui en avaient été récemment débarrassées. On a souligné également qu'il fallait trouver un équilibre entre l'action de détection et de répression et l'effort de développement dans ce pays.

51. Plusieurs orateurs ont mis en avant les bonnes relations de travail que leur pays avait établies avec l'ONUDC, ainsi que la nécessité de continuer d'appuyer les initiatives de développement alternatif par l'intermédiaire de l'ONUDC et par les voies bilatérales.

52. Un orateur a souligné la nécessité d'améliorer la surveillance des cultures illicites afin de mieux informer la communauté internationale de l'ampleur de la

culture illicite de la coca. Il importait que des mesures de détection et de répression crédibles accompagnent les projets de développement alternatif.

53. Les orateurs ont débattu de la question de savoir si le développement alternatif pouvait à lui seul constituer une solution durable dans les cas où la pauvreté n'était pas la motivation première de la culture du pavot à opium. Il a été noté que l'enjeu des 10 prochaines années ne consisterait pas à prendre de nouveaux engagements mais à tenir ceux qui avaient été pris dans les résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire et conformément aux conventions pertinentes des Nations Unies.

54. Des préoccupations ont été exprimées s'agissant de l'impact du trafic de drogues et de la criminalité en Afrique de l'Ouest, en Amérique centrale et en Asie centrale. Cette situation, alliée à la baisse des prix des produits de base sur le marché mondial, avait poussé les agriculteurs pratiquant jusqu'alors des cultures licites à se tourner vers les cultures illicites. La proposition de l'ONUDC tendant à ce que le cannabis continue de figurer dans tout plan d'action adopté à l'avenir a reçu un bon accueil.

55. Le Président de la Commission a résumé comme suit les grands points du débat thématique:

[...]

---